

2°. Opsteller (20 jaar) : 513.753 - 840.690

3/1 x 10.689

2/2 x 10.303

7/2 x 24.993

1/2 x 24.934

3/2 x 24.933

D. Onderhoudspersoneel : 492.791 - 582.992

3/1 x 6.479

2/2 x 4.577

10/2 x 6.161

E. Directiepersoneel

Directeur, coördinator (24 jaar) : 822.867 - 1.280.576

3/1 x 24.933

10/2 x 38.291

F. Jaarlijkse minimale gewaarborgde bezoldiging (vanaf 21 jaar) : 498.380 F.

Bijlage 5

Referentienormen

die in aanmerking komen voor de berekening van de jaarlijkse provisionele toelage voor personeelsuitgaven bedoeld bij artikel 29

Dienst van categorie 1 :

3 voltijdse ambten in totaal, d.i. :

1 coördinator

2 maatschappelijke werkers (1)

Dienst van categorie 2 :

4 voltijdse ambten in totaal, d.i. :

1 coördinator

3 maatschappelijke werkers (1)

Dienst van categorie 3 :

5 voltijdse ambten in totaal, d.i. :

1 coördinator

3 maatschappelijke werkers (1)

1 licentiaat

(1) Maatschappelijk werker : opvoeder of maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie

Brussel, 24 april 1995

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 95 - 3073

[Mac - 29595]

15 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organismes privés de formation et de perfectionnement du personnel des services agréés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment l'article 54;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 8 mars 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 24 mars 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions et champ d'application

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

— Ministre : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

— administration : l'administration de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

— organisme : tout organisme privé de formation et de perfectionnement du personnel des services agréés dans le cadre de l'aide à la jeunesse.

Art. 2. L'organisme peut être agréé pour une mission de formation et de perfectionnement professionnels dans leurs aspects pédagogiques, techniques, organisationnels ou juridiques, du personnel des services agréés dans le cadre de l'aide à la jeunesse.

Cette mission peut inclure l'accompagnement à la conception et à la mise en oeuvre des projets pédagogiques des équipes éducatives, ainsi que l'information spécialisée du personnel du secteur de l'aide à la jeunesse et de l'aide sociale, notamment par la diffusion de publications ou l'organisation de séances d'information.

Dans le cadre de la mission visée à l'alinéa 1er, l'organisme agréé peut faire appel à des professeurs, formateurs, chercheurs, experts extérieurs. Il collabore avec les services de l'Administration de l'aide à la jeunesse, et plus particulièrement avec le centre d'information, de formation et de perfectionnement du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse. Le comité de programmation et d'accompagnement pédagogique visé au chapitre V est chargé de mettre en oeuvre cette collaboration conformément à l'article 19 du présent arrêté.

CHAPITRE II. — Des conditions de la procédure d'agrément

Art. 3. Pour être agréé, l'organisme doit répondre aux conditions suivantes :

1° être constitué en association sans but lucratif ou être une des institutions universitaires reconnues par la Communauté française;

2° avoir son siège d'activité et son siège social dans la Région de langue française ou dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

3° avoir pour activité la formation, l'évaluation, la recherche ou l'information;

4° pouvoir attester que la moitié au moins des membres du conseil d'administration ont une expérience ou des connaissances dans le domaine de l'aide à la jeunesse ou de la formation. Les membres du conseil d'administration ne peuvent pas faire partie du personnel de l'organisme.

Art. 4. L'organisme qui désire être agréé dans le cadre du présent arrêté introduit, sous pli recommandé, une demande auprès de l'administration.

A cette demande est joint un dossier reprenant les documents suivants :

1° un exemplaire des statuts de l'association sans but lucratif;

2° les noms et adresses, qualifications et expériences utiles des membres du Conseil d'administration et des membres du personnel déjà en fonction;

3° une note de synthèse précisant les finalités et objectifs généraux du projet de travail de l'organisme, ainsi que les méthodes préconisées;

4° un projet, pour trois ans, de mise en oeuvre des missions visées à l'article 1er, et un programme opérationnel et détaillé des activités proposées pour l'année civile en cours; ce programme opérationnel et détaillé doit préciser le type d'activités ou les publics visés, le nombre d'heures, ainsi qu'un projet de calendrier des activités.

Art. 5. L'introduction de tous les documents requis donne lieu à un accusé de réception délivré au demandeur par l'administration.

Dans les trois mois à compter de l'accusé de réception, l'administration rend un rapport au Ministre, portant sur la conformité de l'organisme avec les exigences du présent arrêté, sur l'opportunité du projet et sur la qualité du programme d'activités proposé.

Dans le mois qui suit la réception de ce rapport, le Ministre peut accorder un agrément pour une durée de deux ans. Cet agrément est prorogé d'un an, sans introduction d'une nouvelle demande, sur base d'un rapport d'évaluation remis au Ministre par le comité de programmation et d'accompagnement pédagogique, visé au chapitre V.

Art. 6. Six mois avant la date d'échéance de la période de 3 ans visée à l'article 5, l'organisme peut réintroduire une demande, conformément aux dispositions des articles 4 et 5.

Art. 7. Lorsque l'organisme ne satisfait plus aux conditions d'agrément ou ne remplit plus les obligations visées dans le présent arrêté, le Ministre peut, sur base d'un rapport de l'inspection comptable ou pédagogique, décider de retirer l'agrément. L'organisme doit préalablement être entendu.

CHAPITRE III. — Des obligations de l'organisme

Art. 8. L'organisme s'engage à tenir une comptabilité régulière suivant le plan comptable minimum normalisé.

Annuellement, avant la fin du deuxième trimestre, l'organisme adresse au Ministre un exemplaire des budget et comptes globaux de l'asbl tel qu'approuvés par l'assemblée générale.

L'inspecteur comptable contrôle la conformité de la comptabilité aux conditions mises à l'octroi et à la justification de la subvention.

Art. 9. L'organisme produit chaque année, avant la fin du deuxième trimestre, un rapport d'activités couvrant l'année civile précédente.

L'inspection pédagogique vérifie la conformité des activités aux conditions mises à l'agrément, sur base notamment de ce rapport.

Art. 10. Chaque année, avant le 30 septembre, l'organisme remet au Ministre, pour l'année civile à venir, un projet de programme d'activités accompagné d'un budget détaillé. Ce projet de programme doit avoir fait l'objet d'une concertation avec le centre d'information, de formation et de perfectionnement du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Le comité de programmation et d'accompagnement pédagogique visé à l'article 18 remet dans les deux mois un avis au Ministre sur ce projet de programme d'activités établi, le cas échéant, sur base des directives dudit comité.

Le Ministre approuve, dans le mois qui suit la réception de l'avis, le programme d'activités pour l'année civile suivante.

CHAPITRE IV. — Du subventionnement

Art. 11. L'organisme agréé bénéficie de subventions annuelles. Celles-ci se répartissent comme suit :

- 1° une subvention annuelle pour frais de personnel;
- 2° une subvention annuelle pour frais de fonctionnement;
- 3° une intervention dans les frais d'organisation des activités.

Section 1re. — De subvention pour frais de personnel

Art. 12. Une subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel est allouée à l'organisme.

La subvention provisionnelle est liquidée à concurrence d'un douzième par mois.

Chaque année, la subvention forfaitaire pour frais de personnel peut être adaptée sur la base d'un coefficient fixé par le Ministre, sur base des échelles barémiques, des charges patronales légales et des avantages complémentaires accordés en vertu des C.C.T. sectorielles.

Lorsque l'organisme agréé lui en fait la demande, le Ministre peut procéder à l'adaptation de la subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel, lorsque celle-ci est devenue insuffisante du fait de l'évolution de l'ancienneté.

Art. 13. La subvention annuelle provisionnelle est calculée en tenant compte des éléments suivants :

- 1° un nombre maximum de deux licenciés et d'un travailleur social (assistant social ou en psychologie ou éducateur, classe 1), équivalents temps plein;
- 2° les conditions de qualification et les échelles barémiques de rémunération du personnel, telles que fixées aux annexes 3 et 4;
- 3° les modalités de calcul de l'ancienneté pécuniaire acquise dans le secteur de l'aide à la jeunesse, telles que fixées à l'annexe 2.

Art. 14. Chaque année, il est procédé à la fixation de la subvention définitive, sur base des pièces justificatives requises par l'administration.

L'utilisation de la subvention provisionnelle visée à l'article 12 est justifiée conformément aux dispositions des annexes 1, 2, 3 et 4.

Est admise également à la justification des frais de personnel la partie de la rémunération et des charges patronales légales qui incombent à l'organisme en complément de l'intervention de pouvoirs publics, dans le cadre des programmes de remise au travail.

Section II. — De la subvention pour frais de fonctionnement

Art. 15. La subvention annuelle pour frais de fonctionnement est fixée à 150 000 frs indexables par emploi temps plein.

Cette subvention couvre les frais d'assurance, l'entretien des locaux, l'eau, le gaz, l'électricité, les frais de bureau, la location de l'immeuble occupé ainsi que l'amortissement du mobilier et du matériel.

Art. 16. La subvention provisionnelle visée à l'article 15 est liquidée à concurrence d'un douzième par mois.

Il est procédé à la fixation de la subvention définitive pour frais de fonctionnement sur base des pièces justificatives requises par l'administration.

Section III. — De l'intervention dans les frais d'organisation des activités

Art. 17. L'intervention dans les frais d'organisation des activités s'élève au maximum à 50 % des dépenses liées à l'exécution du programme d'activités annuel et à un maximum annuel de 500 000 francs indexables.

A titre d'avance, il est alloué au service une subvention d'un montant équivalent à 25 % du budget correspondant au programme d'activités arrêté par le Ministre, comme prévu à l'article 10.

Le reliquat de la subvention précitée est déterminé et alloué au service après examen, par l'Administration, de l'ensemble des pièces justificatives afférentes aux recettes et dépenses liées à l'activité du service pendant l'année écoulée.

Sont admises comme justifications, les prestations, sur base de factures dûment établies, de personnes (formateur vacataire, expert indépendant, opérateur privé, ...) ou de sociétés de service (imprimeur, agence publicitaire, ...), lorsqu'elles s'inscrivent dans la réalisation du programme d'activités annuel de l'organisme.

L'appel à des personnes ou des sociétés de service devra être dûment justifié en raison de la nature particulière de la prestation. Les règles applicables à l'attribution des marchés publics restent d'application. Les coûts horaires des formations seront gérés en bon père de famille.

CHAPITRE V. — Du comité de programmation et d'accompagnement pédagogique

Art. 18. § 1er. Le comité de programmation et d'accompagnement pédagogique visé à l'article 10 est composé :

- 1° d'un représentant par fédération du secteur;
- 2° de deux représentants pour l'Union des conseillers et directeurs de l'aide à la jeunesse;
- 3° d'un représentant pour l'Union des sections sociales et de prévention générale des services d'aide à la jeunesse et des sections sociales des services de protection judiciaire;
- 4° d'un représentant des directions des institutions publiques de protection de la jeunesse et d'un représentant du personnel de ces mêmes institutions;

- 5° de deux représentants des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse;
- 6° de trois représentants de l'administration de l'aide à la jeunesse, dont deux du centre d'information, de formation et de perfectionnement du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;
- 7° d'un représentant de l'Union Francophone des Magistrats de la jeunesse;
- 8° d'un représentant du Ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions.

Le Président du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse est membre de plein droit du Comité visé à l'alinéa 1er.

Ne peut faire partie de ce comité toute personne membre du conseil d'administration de l'un des organismes de formation concernés.

§ 2. Les membres visés au § 1er, 1°, 2°, 3°, 5°, 7° sont désignés par le Ministre, sur une liste double de candidats présentés par les Unions et Fédérations représentatives. Les membres visés au § 1er, 1° à 8°, sont désignés pour une durée de deux ans, renouvelable. Le comité est présidé par le Président du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse.

Art. 19. Ce comité de programmation et d'accompagnement pédagogique assure la concertation permanente entre les organismes de formation publics et privés et rend un avis sur la programmation des formations proposées par les organismes privés et le contenu de celles-ci.

A titre consultatif, des représentants de l'organisme peuvent être invités à participer aux réunions du comité susvisé.

Ce comité se réunit au moins une fois par trimestre. Il propose à l'approbation du Gouvernement les modalités de son fonctionnement.

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 20. Les annexes 1 à 4 font partie intégrante du présent arrêté.

Art. 21. Le Ministre qui a l'aide à la jeunesse et la Protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 16 mai 1995.

Bruxelles, le 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

M. LEBRUN

Annexe 1

Normes prises en considération pour la fixation de la subvention définitive pour frais de personnel visée à l'article 14

I. Les éléments suivants sont pris en considération pour la fixation de la subvention définitive :

1° le paiement de rémunérations calculées suivant les conditions de qualification et les échelles barémiques de rémunération reprises aux annexes 3 et 4, ainsi que les charges patronales légales et les avantages complémentaires accordés en vertu des conventions collectives de travail sectorielles;

2° l'ancienneté pécuniaire, calculée selon les modalités fixées à l'annexe 2, 6° : sont admissibles tous les services prestés effectivement, ainsi que ceux assimilables à des services effectifs en vertu de la législation sociale;

3° seuls les services prestés à partir de l'âge fixé pour chaque fonction dans l'annexe 4; pour le personnel de direction, les prestations antérieures dans des fonctions autres que celles de direction ne sont prises en considération qu'à concurrence de septante-cinq centièmes pour déterminer l'ancienneté pécuniaire, sans préjudice des dispositions visées à l'annexe 2, 4°;

II. Les documents suivants sont requis en vue de prouver la réalité des prestations invoquées :

1° l'attestation de l'employeur précisant la fonction occupée, la période exacte des prestations, l'horaire hebdomadaire presté;

2° l'attestation relative aux versements effectués auprès d'une caisse de pension ou d'un organisme de sécurité sociale;

3° tout autre document justificatif éventuellement requis par l'administration.

III. Certaines dépenses en frais de personnel ne sont pas prises en considération :

1° les rémunérations payées à des membres du personnel n'ayant pas la qualification fixée dans l'annexe 3;

2° la partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les personnes morales de droit public pour un horaire complet à l'exception des prestations dans l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel des services visés par le présent arrêté; à titre transitoire, les cumuls à charge des pouvoirs publics existant avant le 1er août 1975 sont pris en compte jusqu'à leur fin normale.

3° en cas de cessation d'activité du service, les charges de préavis sont subsidiées uniquement lorsqu'elles correspondent à des prestations effectives;

IV. 1° lorsque le service alloue des avantages complémentaires à ceux prévus par des conventions collectives de travail sectorielles, il doit justifier de fonds propres d'un montant équivalent.

2° elle peut être justifiée par un paiement d'une allocation annuelle spéciale indexable de 20 000 francs par an, octroyée proportionnellement à l'horaire hebdomadaire presté et payée mensuellement par douzième.

V. 1° sont également pris en considération les frais de vérification ou de certification des comptes annuels.

2° les frais de prestations de personnes ou de sociétés pour des tâches de secrétariat social ou de tenue de comptabilité.

Bruxelles, le 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

M. LEBRUN

Annexe 2

Normes applicables pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire reconnue dans le secteur de l'aide à la jeunesse, prise en considération pour le calcul et l'adaptation de la subvention provisionnelle pour frais de personnel, tel que prévu aux articles 12 et 13

1° Les mois de prestations comptent pour l'ancienneté à partir de l'âge de prise de rang indiqué pour chaque fonction à l'annexe 4.

2° Les mois civils prestés incomplètement chez un ou plusieurs employeurs ne sont pas comptés dans l'ancienneté.

3° Prise en considération, pour les membres du personnel en place, des anciennetés calculées dans les limites suivantes :

a) prestations à temps plein ou partiel effectuées dans la fonction occupée dans le service subventionné ainsi que les prestations antérieures effectuées dans une fonction analogue :

1. dans un ou plusieurs services principalement agréés ou subventionnés par la Protection de la jeunesse, et l'Aide à la jeunesse; ainsi que dans les services officiels de la Protection de la jeunesse et l'Aide à la jeunesse;

2. dans un ou plusieurs établissements agréés pour l'accueil de mineurs d'âge handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

3. les prestations d'éducateur et d'assistant social ou en psychologie sont notamment considérés comme analogues.

b) Prestations à temps plein ou partiel dans le domaine de la formation, subventionnées par un pouvoir public.

c/ Les membres du personnel ayant presté dans les secteurs a), 1) et a), 2) précités avant le 1er janvier 1984 conservent, pour les prestations antérieures au 1.1.84, l'ancienneté acquise à la date de la sortie du secteur subventionné par la Protection de la jeunesse avant le 1.1.84 le cas échéant, ou l'ancienneté acquise à la date du 31.12.83 s'il n'y a pas d'interruption des prestations dans le secteur précité.

Cette ancienneté acquise était calculée sur les bases suivantes :

fonction	services admissibles pour le calcul de l'ancienneté
éducateur	toutes prestations antérieures d'éducateur, psychologue, assistant social, enseignant.
entretien	toutes prestations antérieures d'ouvrier.
infirmier	toutes prestations antérieures d'infirmier.
administrative	toutes prestations administratives antérieures.
assistant social	toutes prestations d'assistant social antérieures.
psychologue	toutes prestations antérieures de psychologue.
directeur	toutes les prestations antérieures citées ci-dessus et les prestations de directeur dans le secteur pédagogique, social, paramédical

4° Pour le personnel de direction, les prestations antérieures dans des fonctions autres que de direction ne sont prises en considération qu'à concurrence de 75 %, et à partir de l'âge de 24 ans; néanmoins, cette réduction ne s'applique pas :

a) aux titulaires d'une des licences universitaires mentionnées au point B 2° de l'annexe 3;

b) lorsqu'elle entraîne une diminution de la rémunération en cas de promotion à la fonction de direction; dans ce cas, il y a maintien de la rémunération liée à la fonction précédente, sans préjudice de son indexation, jusqu'à ce que la rémunération normalement applicable pour la fonction de direction dépasse la rémunération liée à la fonction précédente.

5° La totalité de l'ancienneté est maintenue à tout membre du personnel en cas de promotion à un autre grade, sauf la fonction de direction ou de changement de fonction, tant que ce membre effectue des prestations au service d'un même pouvoir organisateur de service.

6° Il est procédé au calcul de l'ancienneté selon les modalités suivantes :

a) lorsque l'horaire hebdomadaire presté augmente par rapport à celui presté lors d'une période antérieure, le calcul de l'ancienneté pécuniaire est adapté suivant la formule :

$$\text{période de prestations antérieures (en mois)} \times \frac{\text{horaire hebdomadaire période antérieure}}{\text{horaire hebdomadaire période actuelle}} = \text{mois}$$

b) lorsque l'horaire hebdomadaire presté diminue par rapport à celui presté lors d'une période antérieure, le calcul de l'ancienneté pécuniaire ne doit pas être adapté;

c) lorsque l'horaire hebdomadaire presté complet ou partiel est équivalent à celui d'une période antérieure, il est compté un mois d'ancienneté pécuniaire par mois de prestation;

d) au résultat d'un calcul d'ancienneté sur la base des points a), b) et c) ci-dessus, les décimales du nombre de mois sont arrondies à l'unité supérieure.

Bruxelles, le 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

M. LEBRUN

Annexe 3

Conditions de qualification justifiant l'octroi de la subvention provisionnelle visée à l'article 13

A. Personnel d'intervention ou de direction

1° Educateur classe 1 :

Un diplôme ou certificat d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique, paramédical ou social (à l'exception de celui de bibliothécaire-documentaliste), au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale.

— est assimilé à cette qualification l'éducateur de classe 2a ou 2b qui était en fonction au 1er septembre 1966, à condition de compter respectivement dix et quinze années de service comme éducateur au 21 décembre 1974.

2° Assistant ou auxiliaire social, assistant en psychologie;

3° Licencié en psychologie, en sciences psychologiques et pédagogiques, en sciences psycho-pédagogiques, en sciences de l'éducation, en sciences psychologiques ou en psycho-pédagogie;

Licencié en droit, criminologie, sciences humaines ou sociologie, en philosophie et en communications sociales ou équivalent;

B. Personnel administratif

1° Commis :

— certificat de l'enseignement secondaire inférieur;

— est assimilé à cette qualification à partir du 1er janvier 1974, le personnel administratif qui était en service avant le 1er juillet 1973.

2° Rédacteur :

— certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé;

Bruxelles, le 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

M. LEBRUN

Annexe 4

Echelles barémiques de rémunération justifiant l'octroi de la subvention provisionnelle visée à l'article 13

A. Personnel d'intervention et de direction

1° Educateur classe 1 (20 ans) : 591.351 - 929.736

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

9/2 x 24.933

2° Assistant ou auxiliaire social ou assistant en psychologie (23 ans) : 621.032 - 1.070.419

3/1 x 12.464

2/2 x 21.372

1/2 x 103.293

3/2 x 21.372

1/1 x 21.372

1/1 x 73.610

5/2 x 21.372

3° Licencié tel que prévu à l'annexe 3, B, 2° (24 ans) : 822.867 - 1.280.576

3/1 x 24.933

10/2 x 38.291

B. Personnel administratif

1° Commis (18 ans) : 504.990 - 658.078

3/1 x 5.595

5/2 x 7.775

6/2 x 10.665

2/2 x 16.749

2° Rédacteur (20 ans) : 513.753 - 840.690

3/1 x 10.689

2/2 x 10.303

7/2 x 24.993

1/2 x 24.934

3/2 x 24.933

Bruxelles, le 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française:

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

M. LEBRUN

VERTALING

N. 95 - 3073

[Mac - 29595]

15 MEI 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van private instellingen voor de vorming en de vervolmaking van het personeel van de erkende diensten en de toekenning van toelagen aan deze instellingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 54;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 8 maart 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 24 maart 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de na beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

— Minister : de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

— bestuur : het bestuur van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

— instelling : elke private instelling voor de opleiding en de vervolmaking van het personeel van de diensten erkend in het kader van de hulpverlening aan de jeugd.

Art. 2. De instelling kan erkend worden voor een opdracht betreffende de beroepsopleiding en -vervolmaking in hun pedagogische, technische, organisatorische of juridische aspecten, van het personeel van de erkende diensten in het kader van de hulpverlening aan de jeugd.

In deze opdracht kunnen de begeleiding voor het uitdenken en de uitvoering van de pedagogische projecten van de educatieve ploegen, alsmede de gespecialiseerde informatie van het personeel van de sector "hulpverlening aan de jeugd en sociale hulp" vervat zijn, inzonderheid door de verspreiding van publicaties of de organisatie van inlichtingsvergaderingen.

In het kader van de in lid één bedoelde opdracht, kan de erkende instelling een beroep doen op externe leraren, opleiders, onderzoekers, deskundigen. Zij werkt samen met de diensten van het Bestuur voor hulpverlening aan de jeugd, en meer in het bijzonder met het informatie-, vormings- en

vervolmakingscentrum van de sector voor hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming. Het comité voor programmering en pedagogische begeleiding bedoeld bij hoofdstuk V is belast met de uitvoering van deze samenwerking overeenkomstig artikel 19 van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — Voorwaarden betreffende de erkenningsprocedure

Art. 3. Om erkend te worden, moet de instelling beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

1° opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk of een van de door de Franse Gemeenschap erkende universitaire instellingen zijn;

2° haar activiteitszetel en haar maatschappelijke zetel in het Franse taalgebied of in het tweetalige Brusselse Hoofdstedelijk Gewest hebben;

3° de opleiding, de evaluatie, het onderzoek of de informatie als activiteit hebben;

4° bewijs kunnen leveren dat ten minste de helft van de leden van de raad van bestuur ervaring of kennis hebben verworven op het gebied van de hulpverlening aan de jeugd of de vorming. De leden van de raad van bestuur mogen niet deel uitmaken van het personeel van de instelling.

Art. 4. De instelling die wenst erkend te worden in het kader van dit besluit dient per aangetekende brief een aanvraag in bij het bestuur.

Bij deze aanvraag gaat een dossier met de volgende documenten :

1° een exemplaar van de statuten van de vereniging zonder winstoogmerk;

2° de namen en adressen, kwalificaties en nuttige ervaring van de leden van de raad van bestuur en de reeds tewerkgestelde personeelsleden;

3° een synthesesnota waarin de finaliteiten en algemene doelstellingen van het werkontwerp van de instelling, alsmede de vooropgestelde methodes nader bepaald worden;

4° een project over drie jaar betreffende de uitvoering van de in artikel 1 bedoelde opdrachten en een operationeel en gedetailleerd programma van de activiteiten die voor het lopende kalenderjaar voorgelegd worden; dit operationeel en gedetailleerd programma moet het type van activiteiten of beoogd publiek, het aantal uren, alsook een project voor de kalender van de activiteiten nader bepalen.

Art. 5. Bij het indienen van al de gevraagde documenten stuurt het bestuur de aanvrager een bewijs van ontvangst toe.

Binnen de drie maanden te rekenen vanaf het bewijs van ontvangst, bezorgt het bestuur aan de minister een verslag over de overeenstemming van de instelling met de eisen van dit besluit, over de opportuniteit van het project en over de kwaliteit van het voorgelegd activiteitenprogramma.

Binnen de maand die volgt op de ontvangst van dit verslag kan de Minister een erkenning voor twee jaar toestaan. Deze erkenning wordt met een jaar verlengd, zonder daarom een nieuwe aanvraag te moeten indienen, op basis van een evaluatieverslag dat aan de Minister door het comité voor programmering en pedagogische begeleiding, bedoeld in hoofdstuk V, wordt overgemaakt.

Art. 6. Zes maanden vóór de vervaldatum van de periode van 3 jaar bedoeld in artikel 5, kan de instelling een nieuwe aanvraag indienen, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 4 en 5.

Art. 7. Wanneer de instelling niet meer beantwoordt aan de voorwaarden voor de erkenning of niet meer de in dit besluit bedoelde verplichtingen naleeft, kan de Minister, op basis van een verslag van de boekhoudkundige of de pedagogische inspectie, beslissen de erkenning in te trekken. De instelling moet voorafgaandelijk gehoord worden.

HOOFDSTUK III. — De verplichtingen van de instelling

Art. 8. De instelling verplicht er zich toe een geregelde boekhouding te voeren volgens de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel.

Jaarlijks, vóór het einde van het tweede trimester, stuurt de instelling de Minister een exemplaar toe van de begroting en de globale rekeningen zoals goedgekeurd door de algemene vergadering.

De inspecteur boekhouding controleert de overeenstemming van de boekhouding met de voorwaarden gesteld voor de toekenning en de verantwoording van de toelage.

Art. 9. Elk jaar dient de instelling, vóór het einde van het tweede trimester, een activiteitenverslag in waarin het vorig kalenderjaar vervat is.

De inspecteur pedagogie controleert de overeenstemming van de activiteiten met de voorwaarden gesteld voor de erkenning, inzonderheid op basis van dit verslag.

Art. 10. Elk jaar, vóór 30 september, bezorgt de instelling aan de Minister voor elk volgend kalenderjaar, een project betreffende het activiteitenprogramma samen met een gedetailleerde begroting. Over dit programmaproject moet men overleg gepleegd hebben met het informatie-, het vormings- en het vervolmakingscentrum van de sector voor hulpverlening aan de jeugd en voor jeugdbescherming.

Het comité voor programmering en pedagogische begeleiding, bedoeld bij artikel 18, brengt binnen de twee maanden aan de Minister een advies uit over dit project van activiteitenprogramma dat desgevallend opgesteld is op basis van de richtlijnen van bedoeld comité.

De Minister keurt binnen de maand die volgt op de ontvangst van het advies zijn goedkeuring aan het activiteitenprogramma voor het volgend kalenderjaar goed.

HOOFDSTUK IV. — De subsidiëring

Art. 11. De erkende instelling geniet jaarlijkse toelagen.

Deze worden als volgt verdeeld :

1° een jaarlijkse toelage voor personeelsuitgaven;

2° een jaarlijkse toelage voor werkingskosten;

3° een tegemoetkoming in de kosten voor de organisatie van de activiteiten.

Sectie I. — De toelage voor personeelsuitgaven.

Art. 12. Een provisionele jaarlijkse toelage voor personeelsuitgaven wordt aan de instelling toegekend. De provisionele toelage wordt uitbetaald ten belope van een twaalfde per maand.

Elk jaar, kan de forfaitaire toelage voor personeelsuitgaven aangepast worden op basis van een door de Minister vastgesteld coëfficiënt op basis van de barema's van de wettelijke patroonlasten en de bijkomende voordelen toegestaan krachtens de sectoriële C.A.O.'s.

Wanneer de erkende instelling het hem vraagt, kan de Minister de provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten aanpassen, indien zij ontoereikend is geworden door de evolutie van de anciënniteit.

Art. 13. De provisionele jaarlijkse toelage wordt berekend met inachtneming van de volgende elementen:

1° ten hoogste twee licentiaten en een maatschappelijk werker (maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie of opvoeder klasse 1), overeenstemmend met een voltijdse dagtaak;

2° de voorwaarden voor de kwalificatie en de barema's voor de bezoldiging van het personeel, zoals vastgesteld in de bijlagen 3 en 4;

3° de modaliteiten voor de berekening van de geldelijke anciënniteit verworven bij de sector voor hulpverlening aan de jeugd, zoals bepaald in bijlage 2.

Art. 14. Elk jaar wordt de definitieve toelage vastgesteld op basis van de bewijsstukken vereist door het bestuur.

Voor de aanwending van de in artikel 12 bedoelde provisionele toelage wordt verantwoording gegeven, overeenkomstig de bepalingen van de bijlagen 1,2,3 en 4.

Wordt eveneens beschouwd als te verantwoorden personeelsuitgaven het gedeelte van de bezoldiging en van de wettelijke patronale lasten die ten laste vallen van de instelling ter aanvulling van de tegemoetkoming van de overheid, in het kader van de programma's voor de hertewerkstelling.

Sectie II. — De toelage voor werkingskosten

Art. 15. De jaarlijkse toelage voor de werkingskosten wordt vastgesteld op een bedrag van 150 000 F per voltijdse betrekking dat geïndexeerd kan worden.

Deze toelage dekt de kosten voor verzekering, onderhoud van de lokalen, water, gas, elektriciteit, bureaustkosten, huurgeld van het bezette gebouw alsook voor afschrijving van het meubilair en het materieel.

Art. 16. De in artikel 15 bedoelde provisionele toelage wordt uitbetaald ten belope van een twaalfde per maand.

De vaststelling van de definitieve toelage voor de werkingskosten gebeurt op basis van de bewijsstukken die door het bestuur worden vereist.

Sectie III. — De tegemoetkoming in de kosten voor het organiseren van de activiteiten.

Art. 17. De tegemoetkoming in de kosten voor het organiseren van de activiteiten belooft ten hoogste 50 % van de kosten voortvloeiend uit de uitvoering van het jaarlijks activiteitenprogramma en 500 000 F maximum per jaar die kunnen geïndexeerd worden.

Als voorschot wordt aan de dienst een toelage toegekend waarvan het bedrag overeenstemt met 25 % van de begroting bepaald door de Minister voor het activiteitenprogramma, zoals voorzien bij artikel 10.

Het overblijvende deel van voornoemde toelage wordt na onderzoek bepaald en toegekend aan de dienst nadat het bestuur al de bewijsstukken heeft nagezien die betrekking hebben op de inkomsten en de uitgaven voortvloeiend uit de activiteit van de dienst tijdens het verlopen jaar.

Worden aanvaard als verantwoordingen, op basis van behoorlijk opgestelde facturen, de prestaties van personen (hulpopleider, zelfstandige deskundige, privé-operator...) of dienstverlenende maatschappijen (drukkerij, reclamebureau...), wanneer zij in de lijn liggen van de verwezenlijking van het jaarlijks activiteitenprogramma van de instelling.

De oproep tot personen of dienstverlenende maatschappijen moet behoorlijk verantwoord worden wegens de bijzondere aard van de prestatie. De reglementen toepasselijk op de toekenning van de overheidsopdrachten blijven van toepassing. De kosten per uur van de opleidingen worden als een goed huisvader beheerd.

HOOFDSTUK V. — Het comité voor programmering en pedagogische begeleiding

Art. 18. § 1. Het Comité voor programmering en pedagogische begeleiding bedoeld bij artikel 10 is samengesteld uit:

1° een vertegenwoordiger per federatie van de sector;

2° twee vertegenwoordigers van de "Union des conseillers et directeurs de l'aide à la jeunesse" (Bond van adviseurs en directeurs van de hulpverlening aan de jeugd);

3° een vertegenwoordiger van de "Union des sections sociales et de prévention générale des services de l'aide à la jeunesse" (Bond van de sociale afdelingen en algemene voorkoming van de diensten voor hulpverlening aan de jeugd) en de sociale afdelingen van de diensten voor gerechtelijke bescherming;

4° een vertegenwoordiger van de directies van de openbare instellingen voor jeugdbescherming en een vertegenwoordiger van het personeel van diezelfde instellingen;

5° twee vertegenwoordigers van de arrondissementsraden voor de jeugdbescherming;

6° drie vertegenwoordigers van het bestuur voor de hulpverlening aan de jeugd, onder wie twee van het informatie-, opleidings- en vervolmakingscentrum van de sector "hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming";

7° een vertegenwoordiger van de "Union Francophone des Magistrats de la Jeunesse" (Franstalige bond der jeugdmagistraten);

8° een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort.

De Voorzitter van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd is van rechtswege lid van het in lid 1 bedoeld Comité.

Mag geen lid zijn van dit Comité iedereen die lid is van de raad van bestuur van een van betrokken vormingsinstellingen.

§ 2. De in § 1°, 2°, 3°, 5° en 7° bedoelde leden worden door de Minister aangesteld op een dubbele lijst van gegadigden voorgedragen door de representatieve bonden en federaties. De in § 1, 1° tot 8° bedoelde leden worden aangesteld voor een vernieuwbare termijn van twee jaar. Het comité wordt voorgezeten door de Voorzitter van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd.

Art. 19. Dit comité voor programmering en pedagogische begeleiding zorgt voor een permanent overleg tussen de openbare en private vormingsinstellingen en brengt advies uit over de programmering van de opleidingen voorgesteld door de private instellingen en hun inhoud.

Bij wijze van raadpleging, kunnen vertegenwoordigers van de instelling uitgenodigd worden om deel te nemen aan de vergaderingen van hoger bedoeld comité.

Dit comité komt ten minste eenmaal per trimester samen. Het legt de modaliteiten van zijn werking ter goedkeuring van de Regering voor.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepaling

Art. 20. De bijlagen 1 tot 4 maken integraal deel uit van dit besluit.

Art. 21. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd en de Jeugdbescherming behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking op 16 mei 1995.

Brussel, 15 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

M. LEBRUN

Bijlage 1

Normen die in aanmerking komen voor de vaststelling van de definitieve toelage voor personeelsuitgaven bedoeld bij artikel 14

I. De volgende elementen komen in aanmerking voor de vaststelling van de definitieve toelage :

1° de uitbetaling van bezoldigingen, berekend volgens de vereisten inzake kwalificatie en de barema's van de bezoldiging vermeld in de bijlagen 3 en 4, alsook de wettelijke patronale lasten en de bijkomende voordelen toegekend krachtens de sectoriële collectieve arbeidsovereenkomsten;

2° de geldelijke anciënniteit, berekend volgens de modaliteiten bepaald in bijlage 2, 6° : zijn aanrekenbaar alle diensten die werkelijk worden gepresteerd, alsook deze die kunnen gelijkgesteld worden met werkelijke diensten krachtens de sociale wetgeving;

3° enkel de diensten gepresteerd vanaf de leeftijd die voor elke functie bepaald is in bijlage 4;

voor het directiepersoneel komen de vroeger geleverde prestaties in andere ambten dan directie-ambten slechts in aanmerking ten belope van vijftienzeventig honderdsten om de geldelijke anciënniteit te bepalen, onverminderd de in bijlage 2, 4° bedoelde bepalingen;

II. De volgende documenten zijn vereist om de werkelijkheid van de aangehaalde prestaties te bewijzen :

1° het getuigschrift van de werkgever waarbij het beklede ambt, de juiste periode van de prestaties, de wekelijks gepresteerde diensturen nader worden bepaald;

2° het getuigschrift betreffende de stortingen bij een pensioenkast of een instelling voor sociale zekerheid;

3° elk ander bewijsstuk dat eventueel door het bestuur wordt gevraagd.

III. Bepaalde uitgaven voor personeelskosten komen niet in aanmerking :

1° de bezoldigingen uitbetaald aan personeelsleden die de in bijlage 3 bepaalde kwalificatie niet bezitten;

2° het deel van de bezoldigingen en de wettige patronale lasten dat de bedragen overschrijdt die ten laste worden genomen door de publiekrechtelijke rechtspersonen voor een voltijdse werktijd, behoudens prestaties in het onderwijs voor sociale promotie ingericht ten voordele van de personeelsleden van de diensten bedoeld in dit besluit; als overgangsmaatregel, worden de cumulaties ten laste van de overheids machten die vóór 1 augustus 1975 bestonden tot op hun normaal einde geduld.

3° ingeval de dienstactiviteit stop wordt gezet, kunnen de lasten vóór vooropzeg enkel gesubsidieerd worden indien zij met werkelijke prestaties overeenstemmen;

IV. 1° Wanneer de dienst bijkomende voordelen bezorgt naast deze die voorzien zijn door sectoriële collectieve arbeidsovereenkomsten, moet hij eigen fondsen van een gelijkwaardig bedrag verantwoorden.

2° De definitieve toelage kan vereffend worden door het storten van een jaarlijkse speciale toelage van 20 000 F per jaar die geïndexeerd kan worden, toegekend evenredig met de wekelijks gepresteerde werktijd en maandelijks per twaalfde uitbetaald.

- V. Komen eveneens in aanmerking :
- 1° de kosten voor de verificatie of het juist verklaren van de jaarrekeningen, binnen de in artikel 31, § 1; bepaalde perken;
 - 2° de kosten voor prestaties van personen of firma's voor taken van maatschappelijk secretariaat of het voeren van de boekhouding.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

Bijlage 2

Normen van toepassing voor de berekening van de geldelijke anciënniteit erkend in de sector hulpverlening aan de jeugd, die in aanmerking komen voor de berekening en de aanpassing van de provisionele toelage voor personeelsuitgaven, zoals voorzien bij de artikelen 12 en 13

1° De prestatie maanden tellen mee voor de anciënniteit vanaf de leeftijd van de ranginneming die voor elke betrekking in bijlage 4 is vermeld.

2° De kalendermaanden die bij een of meer werkgevers onvolledig werden gepresteerd worden niet in de anciënniteit meegerekend.

3° Inaanmerkingneming, wat de tewerkgestelde personeelsleden betreft, van de anciënniteiten berekend binnen de volgende perken :

a) voltijdse of deeltijdse prestaties in het beklede ambt in de gesubsidieerde dienst alsook de vroegere prestaties in een gelijksoortig ambt :

1. in een of verschillende diensten die vooral door de Jeugdbescherming en de Hulpverlening aan de jeugd erkend of gesubsidieerd worden, alsook in de officiële diensten voor de Jeugdbescherming en de Hulpverlening aan de jeugd;

2. in een of verschillende erkende diensten voor de opvang van gehandicapte minderjarigen die ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten geplaatst zijn;

3. onder meer de prestaties van opvoeder of maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie zijn als gelijksoortig beschouwd.

b) Voltijdse of deeltijdse prestaties op het gebied van de vorming, gesubsidieerd door een overheidsmacht.

c) De personeelsleden die vóór 1 januari 1984 prestaties geleverd hebben in de voornoemde sectoren a) 1) en a) 2) behouden voor de prestaties van vóór 1.1.1984 de verworven anciënniteit op de datum waarop de Jeugdbescherming desgevallend de gesubsidieerde sector vóór 1.1.84 verlaten heeft, of de op 31.12.83 verworven anciënniteit indien de prestaties in de voornoemde sector niet onderbroken werden.

Deze verworven anciënniteit was berekend op de volgende basissen :

functie	aanrekenbare diensten voor de berekening van de anciënniteit
opvoeder	alle vroegere prestaties als opvoeder, psycholoog, maatschappelijk assistent, leraar
onderhoud	alle vroegere prestaties als werkman
verpleger	alle vroegere prestaties als verpleger
administratieve	alle vroegere administratieve prestatie
maatschappelijk assistent	alle vroegere prestaties als maatschappelijk assistent
psycholoog	alle vroegere prestaties als psycholoog
directeur	alle vroegere voornoemde prestaties en de prestaties van directeur in de pedagogische, sociale, paramedische sector.

4° Wat het directiepersoneel betreft, komen de vroegere prestaties in andere ambten dan directieambten slechts in aanmerking ten belope van 75 %, en vanaf de leeftijd van 24 jaar; deze vermindering is evenwel niet van toepassing op :

a) de titularissen van een van de licenties vermeld onder punt B 2° van bijlage 3;

b) wanneer zij een vermindering van de bezoldiging bij bevordering tot het directieambt tot gevolg heeft; in dat geval wordt de bezoldiging gekoppeld aan het vorige ambt behouden, onverminderd haar indexering, tot wanneer de bezoldiging, die normaal kan toegepast worden voor het directieambt, de bezoldiging gekoppeld aan het vorige ambt overschrijdt.

5° De totaliteit van de anciënniteit wordt behouden voor ieder personeelslid indien het tot een andere graad bevordert, zolang dit lid prestaties levert ten dienste van eenzelfde macht die een dienst inricht.

6° De anciënniteit wordt volgens de volgende modaliteiten berekend :

a) wanneer de gepresteerde wekelijkse werktijd vermeerderd t.o.v. de werktijd die gepresteerd werd tijdens een vroegere periode, wordt de berekening van de geldelijke anciënniteit aangepast volgens de formule : prestatieperiode :

$$\text{periode van vroegere prestaties (in maanden)} \times \frac{\text{wekelijkse werktijd in de vroegere periode}}{\text{wekelijkse werktijd in de huidige periode}} = \text{maand}$$

- b) wanneer de gepresteerde wekelijkse werktijd vermindert t.o.v. de werktijd die gepresteerd werd tijdens een vroegere periode, moet de berekening van de geldelijke anciënniteit niet aangepast worden;
- c) wanneer de volledige of gedeeltelijke wekelijkse gepresteerde werktijd gelijk is aan de werktijd van een vroegere periode, wordt er een maand geldelijke anciënniteit per gepresteerde maand gerekend;
- d) voor de uitslag van een berekening van de anciënniteit op basis van de voornoemde punten a), b) en c), worden de decimalen van het aantal maanden naar boven afgerond.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

Bijlage 3

Voorwaarden voor de kwalificatie
ter verantwoording van de toekenning van de in artikel 13 bedoelde provisionele toelage

A. Bemiddelings- of directiepersoneel

1° Opvoeder klasse 1 :

Een diploma of schoolgetuigschrift van het niveau van hoger pedagogisch, paramedisch of sociaal onderwijs (behoudens dat van bibliothecaris-documentalist), ten minste van het korte type, met volledig leerplan of van sociale promotie.

— wordt gelijkgesteld met deze kwalificatie de opvoeder van klasse 2a of 2b die tewerkgesteld was op 1 september 1966, op voorwaarde op 21 december 1974 respectievelijk tien en vijftien jaar dienst als opvoeder te tellen.

2° Maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent (strafinr), assistent in de psychologie;

3° Licentiaat in de psychologie, in de psychologische en pedagogische wetenschappen, in de psychopedagogische wetenschappen, in de opvoedingswetenschappen, in de psychologische wetenschappen of in de psychopedagogie;

Licentiaat in de rechten, criminologie, menselijke wetenschappen of sociologie, wijsbegeerte en sociale communicaties of gelijkwaardige diploma's;

B. Administratief personeel

1° Klerk :

— getuigschrift van lager middelbaar onderwijs;

— wordt vanaf 1 januari 1974 gelijkgesteld met deze kwalificatie het administratief personeel dat vóór 1 juli 1973 in dienst was.

2° Opsteller :

— getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs of ermee gelijkgesteld;

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

Bijlage 4

Barema's voor de bezoldiging
ter verantwoording van de toekenning van de in artikel 13 bedoelde provisionele toelage

A. Bemiddelings- en directiepersoneel

1° Opvoeder klasse 1 (20 jaar) : 591.351 - 929.736

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

9/2 x 24.933

2° Maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent (strafinr) of assistent in de psychologie (23 jaar) : 621.032 - 1.070.419

3/1 x 12.464

2/2 x 21.372

1/2 x 103.293

3/2 x 21.372

1/1 x 21.372

1/1 x 73.610

5/2 x 21.372

3° Licentiaat zoals voorzien in bijlage 3, B, 2° (24 jaar) : 822.867 - 1.280.576

3/1 x 24.933
10/2 x 38.291

B. Administratief personeel

1° Klerk (18 jaar) : 504.990 - 658.078

3/1 x 5.595
5/2 x 7.775
6/2 x 10.665
2/2 x 16.749

2° Opsteller (20 jaar) : 513.753 - 840.690

3/1 x 10.689
2/2 x 10.303
7/2 x 24.993
1/2 x 24.934
3/2 x 24.933

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

**MINISTERIE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 95 — 3074

20 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant abrogation de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993, fixant le régime de mutation interne et de transfert des agents des institutions de la Région de Bruxelles-Capitale

[31517]

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 40;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11;

Sur la proposition du Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993, fixant le régime de mutation interne et de transfert des agents des institutions de la Région de Bruxelles-Capitale, est abrogé.

Art. 2. Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Bruxelles, le 20 octobre 1994.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,
J. CHABERT

**MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 95 — 3074

20 OKTOBER 1994. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende opheffing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juli 1993, houdende regeling van de interne mutaties en van de overplaatsing van de ambtenaren tussen de instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

[31517]

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11;

Op de voordracht van de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993, houdende regeling van de interne mutaties en van de overplaatsing van de ambtenaren tussen de instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt opgeheven.

Art. 2. De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn goedkeuring door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Brussel, 20 oktober 1994.

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Cabinet du Vice-Premier Ministre
et Ministre des Affaires économiques
Démissions honorables

[11355]

Par arrêté royal du 23 juin 1995, la démission honorable de ses fonctions de chef de cabinet de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques est accordée à M. Gilles de Kerchove, le 23 juin 1995, au soir.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Kabinet van de Vice-Eerste Minister
en Minister van Economische Zaken
Eervolle ontslagverleningen

[11355]

Bij koninklijk besluit van 23 juni 1995 werd aan de heer de Kerchove, Gilles, eervol ontslag uit zijn functie als kabinetschef bij het kabinet van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken verleend, op 23 juni 1995, 's avonds.